



DÈS MAINTENANT, SOYONS DANS L'ACTION ET INSCRIVONS

LA MOBILISATION DANS LA DURÉE

Le secteur privé se mobilise (Carrefour, Air France, Ports et Docks...) ; la remise en question des services publics se traduit également par des mobilisations fortes dans l'hospitalière, à la SNCF... Attention, une réforme peut en cacher une autre ! Lorsque les cheminots défendent leur statut, ils défendent aussi le nôtre. Si, à leurs côtés, nous faisons plier le gouvernement, nous interrompons aussi les réformes qui pèsent sur nous (Plan Darmanin, Réforme des retraites...).

DANS L'EDUCATION LA MOBILISATION S'IMPOSE PARCE QUE :

DANS LES ECOLES :

Les moyens spécifiques (Brigades REP+, maîtres PARE...) sont « réquisitionnés » pour gérer la pénurie de personnels et de moyens, pénurie aggravée par des mesures de communication pure comme les « CP à 12 » ; la charge de travail s'accroît, notamment avec la disparition des postes de secrétaires dans les écoles (poste AAD), la précarité s'accroît avec l'apparition des contractuels PE dans notre département, 1^{ère} brèche au statut de fonctionnaire des PE; notre administration reste sourde aux difficultés des personnels et intervient plus souvent pour mettre au pas les personnels que pour régler les problèmes...

DANS LES COLLEGES, LES LYCEES :

La réforme du collège a accentué les inégalités sociales, la ségrégation socio-scolaire et accru la charge de travail des personnels. En lycée, la réforme, tout en accroissant notre charge de travail et notre mise en concurrence, organise le tri social aux ordres d'une université qui abandonne son postulat démocratique au profit de l'élitisme. Partout, les moyens manquent pour nos tâches d'enseignement et d'encadrement des élèves alors que les pressions hiérarchiques se font plus fortes, au prix d'une violence institutionnelle exercée sur les personnels.

DANS LES LYCEES PRO :

Les menaces liées à la réforme se concrétisent avec le développement de l'apprentissage, une remise en cause du statut des PLP et des 18 h de service hebdomadaire, le regroupement des spécialités dans de « grandes familles de métiers » et la refonte programmée de l'enseignement général en compétences transversales au service des entreprises. Avec déjà les coupes franches dans les moyens de la rentrée 2018, la mise en œuvre de la réforme amènera forcément des suppressions massives de postes en LP, la dégradation des conditions de travail et le développement des inégalités entre les diplômés et les établissements. Les propositions du rapport Calvez/ Marcon menacent l'existence de la voie professionnelle du lycée et le statut des PLP.

PERSONNELS ADMINISTRATIFS, DE SANTE ET SOCIAUX :

La charge de travail s'accroît pour l'ensemble du personnel administratif dans les établissements ou les services alors même que le gouvernement supprime 200 postes au niveau national et 6 pour notre académie. Pour les non-titulaires la situation est de plus en plus précaire ajoutant de l'incertitude non seulement pour eux mais pour l'ensemble des services. La nouvelle circulaire de mission des Assistant.es de services sociaux étend encore un peu plus leurs missions, les personnels devant désormais se déployer aussi sur le premier degré des REP + sans créations de postes ! A la dégradation de nos missions de services publics s'ajoutent la dégradation de nos conditions de travail, l'absence de perspectives et des tensions sur nos lieux de travail toujours plus grandes.

**En Grève et en manifestation jeudi 19 avril – Rassemblement à 11h
sur le parvis de la Gare de TOULON et 10h30 à la Gare des ARCS
Plus on s'aidera, plus ils céderont !**

CGT Educ'Action 83: Bourse du Travail TOULON mail: cgteduc83@cgteducvar.fr tél : 06.59.95.68.28